



Organisation Maritime
Internationale



Association Internationale de l'Industrie
Pétrolière pour la Sauvegarde de
l'Environnement

Atelier National pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence Pour Sao-Tomé e Principe

**Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement,
Institut Polytechnique de Sao-Tomé, Sao-Tomé e Principe,
du 22 au 25 Septembre 2009**



**PROJET OMI/ IPIECA « INITIATIVE MONDIALE »
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE - GIWACAF**

Sommaire

1	Introduction	5
2	Objectifs de l'atelier.....	5
3	Lieu, dates, rôles et participants	6
4	Ouverture et clôture de l'atelier.....	6
5	Synthèse des présentations et travaux.....	7
6	Recommandations générales de l'atelier pour le développement du Plan National de Lutte et le renforcement des capacités de lutte de Sao-Tomé e Principe 13	
7	Conclusions	15
8	Annexes	16
	Annexe 1. Programme de l'Atelier	16
	Annexe 2. Liste des Participants.....	20
	Annexe 3. Recommandations techniques pour la composition de l'organisation nationale en charge de la lutte	22
	Annexe 4. Hiérarchisation des composantes du projet GI WACAF pour le développement du Plan National et le renforcement des capacités de lutte du pays 26	
	Annexe 5. Cérémonie d'ouverture	29
	Annexe 6. Cérémonie de clôture.....	36
	Annexe 7. Synthèse des travaux de l'atelier (en portugais).....	38
	Annexe 8. Résultats des questionnaires de l'OMI, partie II	42
	Annexe 9. Photos de l'atelier	45
	Annexe 10. Crédits et références	47

NOTE:

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles du (des) consultant(s)
et ne peuvent en aucun cas être attribuées
aux Nations Unies ou à l'Organisation Maritime Internationale.

Executive Summary

The International Maritime Organisation (IMO) and the International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA) launched in 2006 the Global Initiative for West and Central Africa (GI WACAF) project to enhance oil spill response capability in West and Central Africa.

In this framework, a national workshop was organized in Sao-Tomé for the first time in September 2009, by the government of Sao-Tomé e Príncipe and supported by IMO and IPIECA. This event brought together approximately 45 government, media and NGO delegates, who would be involved in case of oil spill response operations in the country, to prepare a national oil spill contingency plan.

This first workshop was organized to initiate the development and implementation effort of the National Oil Spill Contingency Plan.

The objectives of this workshop were as follow:

- Raise the awareness of the participants about accidental marine pollution and increase their technical knowledge about oil spill response operations and preparedness;
- Raise the awareness of the participants about the necessity to ratify and implement the main conventions related to preparedness (OPRC 90) and compensation (CLC 92 and Fund 92);
- Develop a National Action Plan for the development and implementation of the National Oil Spill Contingency Plan and for the strengthening of the national capabilities.

These objectives were achieved through technical presentations, a table top exercise and many discussions and fruitful exchanges on various aspects of the NOSCP to be developed for Sao-Tomé e Príncipe. The main general recommendations were:

- 1) to ratify and implement the main conventions related to preparedness (OPRC 90) and compensation (CLC 92 and Fund 92);
- 2) to designate a National Competent Authority in charge of oil spill response and preparedness;
- 3) to designate a national comity in charge of developing the NOSCP;
- 4) to implement the sustaining mechanism for the development of the NOSCP and the increase of the response capabilities,
- 5) to seek assistance and support from regional and international organisations.

The workshop also highlighted the specific issues concerning Sao-Tomé e Príncipe (insular characteristics, development of offshore oil exploration, construction of a deepwater port, limited road network and resources on the island).

The greatly appreciated active participation of all delegates was the key to the success of this workshop.

Portuguese summary in **Annex 7**. Report by facilitators as indicated in **Annex 10**.

1 Introduction

L'Initiative Mondiale a pour objectif de renforcer les capacités des pays à faire face aux déversements accidentels d'hydrocarbures en mer ainsi que d'améliorer de manière durable la capacité des pays en voie de développement à protéger leurs ressources marines et côtières soumises à un risque à travers la mise en œuvre de la Convention OPRC 90. Le Projet « Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre » (GI WACAF) a été lancé en avril 2006 à Libreville au Gabon. C'est un projet de quatre ans qui couvre 21 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre plus l'Afrique du Sud. Le projet est financé par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et 8 compagnies pétrolières à travers l'Association Internationale de l'Industrie Pétrolière pour la Conservation de l'Environnement (IPIECA). Des ateliers nationaux et régionaux sont organisés par les points focaux nationaux avec le soutien du projet GI WACAF afin de répondre à des préoccupations spécifiques et de supporter les pays à mettre en œuvre les dispositions de la Convention OPRC 90.

2 Objectifs de l'atelier

Cet événement a été accueilli par le gouvernement de la République Démocratique de Sao-Tomé e Príncipe (la Direction de l'Environnement, Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement) dans le cadre du projet GI WACAF. Des représentants des ministères, des organisations nationales, de l'industrie pétrolière, des médias et des ONG y ont participé.

Les objectifs de l'atelier étaient:

- La sensibilisation et la formation des participants à la préparation à la lutte et à la lutte contre les pollutions marines accidentelles,
- La sensibilisation des participants à la nécessité de ratifier les principales conventions internationales liées à la préparation à la lutte (OPRC 90) et à l'indemnisation (CLC 92 et FIPOL 92),
- Le développement d'un Plan d'Action et de recommandations techniques pour la réalisation du Plan National d'Intervention d'Urgence de Sao-Tomé e Príncipe.

Pour atteindre ces objectifs, des présentations, un exercice et des discussions de groupe ont été menés. Les délégués ont également été invités à partager leurs expériences afin de renforcer le niveau de connaissances de chacun.

3 Lieu, dates, rôles et participants

L'atelier a été organisé par la Direction de l'Environnement, avec l'appui technique et financier de l'OMI et de l'PIECA, dans le cadre du Projet GI WACAF.

L'expert, représentant l'OMI, était Jean-Yves Huet.

L'expert, représentant l'PIECA, était Lindsay Page-Jones.

M. Arlindo CARVALHO, Directeur Général de l'Environnement et Point Focal GI WACAF, a coordonné l'organisation générale de l'atelier et l'accueil des participants.

L'atelier s'est déroulé dans un amphithéâtre de l'Institut Polytechnique Supérieur de Sao-Tomé. Le programme revu de l'atelier est joint à l'**Annexe 1**.

Le nombre total des participants à l'atelier s'élève à 46 représentants des organisations nationales, des autorités locales et portuaires, du secteur privé, des médias et des ONG, pouvant être impliqués dans la préparation à la lutte et la lutte. La liste des participants est jointe à l'**Annexe 2**.

Note. La majorité des participants était lusitanophone. L'atelier était animé en portugais par J-Y HUET, et en français par L. PAGE-JONES (partiellement traduit). Même si les présentations en français ont été correctement comprises, il est souhaitable de prévoir une traduction en simultanée pour les activités futures à Sao-Tomé e Príncipe.

4 Ouverture et clôture de l'atelier

La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois allocutions faites par :

- Le Directeur Général de l'Environnement et Point Focal GI WACAF, A. CARVALHO,
- Le représentant de l'OMI, J-Y HUET, et
- Madame la Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement, C. DIAS.

Les textes complets de ces discours sont joints à l'**Annexe 5**.

La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des certificats et d'une clé USB à chaque participant (contenant une copie de toutes les présentations de l'atelier, des documents sur la cartographie des zones sensibles, la préparation à la lutte contre les hydrocarbures et les HNS), ainsi que :

- Un mot de remerciement du représentant de l'OMI, et
- Une allocution du Directeur Général de l'Environnement et Point Focal GI WACAF.

Les textes complets de ces discours sont joints à l'**Annexe 6**.

5 Synthèse des présentations et travaux

Journée 1

Présentation du projet GI WACAF

Présentation des activités de l'IIPECA et de l'OMI dans le cadre du projet Initiative Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (GI WACAF). Cette présentation a permis de présenter l'ampleur et les objectifs du projet GI WACAF, les activités mises en œuvre à ce jour dans le cadre du projet et les résultats obtenus depuis 2006. Cette présentation a fourni aux participants le contexte régional dans lequel s'inscrit cet atelier national et a également permis d'introduire les objectifs de l'atelier.

Les sources et causes de déversements d'hydrocarbures en mer

Présentation, sur la base des statistiques internationales et illustrées d'exemples d'incidents de déversements, des sources et des causes possibles de déversements d'hydrocarbures en mer.

Le concept du « Tiered Response »

Présentation du concept du "Tiered Response", qui guide la préparation à la lutte contre les déversements.

Devenir et comportement des hydrocarbures déversés en mer

Présentation sur les phénomènes de vieillissement ou « weathering » en mer et à la côte (évaporation, dispersion, émulsification et dégradation) et sur la dérive des nappes de pétrole avec l'influence combinée des vents et courants.

Les effets possibles des hydrocarbures sur l'environnement et les activités socio-économiques

Présentation des impacts potentiels des déversements d'hydrocarbures en mer sur l'environnement local et sur les activités socio-économiques du pays.

Cartographie de la vulnérabilité des côtes aux pollutions marines accidentelles

Introduction à la cartographie de la vulnérabilité des milieux :

- Méthodologie pour l'élaboration des cartes de vulnérabilité,
- Classification de la sensibilité environnementale générale des côtes, et cartographie des ressources biologiques et socio-économiques sensibles,
- Identification des sites les plus sensibles et mesures de protection, et intégration des résultats dans le Plan de Lutte.

Coopération internationale et régionale

Présentation du cadre international de la lutte antipollution, et en particulier de :

- La convention OPRC 1990,
- La coopération régionale (Convention d'Abidjan et son Protocole d'Urgence),
- Les stocks d'équipements de lutte de l'industrie.

Conventions liées à l'indemnisation

Présentation des conventions liées à l'indemnisation :

- Le fonctionnement global des fonds internationaux et du FIPOL,
- Les conventions CLC 92 et Fond 92 et les fonds d'indemnisation,
- Les Conventions Bunker 2001 et HNS 96 ont été introduites.

Journée 2

Présentation d'ensemble des grandes options de lutte contre les déversements, ainsi que leurs avantages et contraintes, et les éléments de décision pour le choix. Les difficultés opérationnelles liées à l'étalement des hydrocarbures à la surface de la mer, et aux mouvements des nappes en fonction des conditions météo-océaniques ont été évoquées.

Techniques de lutte en mer contre les déversements d'hydrocarbures en mer

Surveillance aérienne : l'intérêt de la surveillance, les aspects pratiques et les outils.

L'utilisation des dispersants : principes de base, matériels d'épandage, et les éléments à prendre en compte pour définir la politique nationale d'utilisation de dispersants, et la prise de décision pour l'utilisation des dispersants.

Confinement et récupération : principes de base et principaux types de barrages et de récupérateurs, la décision de confiner et de récupérer (en fonction des caractéristiques de la pollution, des conditions environnementales, de la zone affectée, des moyens disponibles et de l'efficacité probable), opérations de confinement et récupération en haute mer, près de la source de pollution, opérations de protection, déviation et confinement en zone côtière, et mise en œuvre des barrages de fortune.

Techniques de lutte sur le littoral

Evaluation de la situation, définition des priorités de protection des zones vulnérables, en tenant compte des différents types de côte et du comportement du pétrole : quelles portions de littoral nettoyer et quand arrêter le nettoyage ? (« How clean is clean ? »);

Opérations de nettoyage : l'organisation des travaux, les différentes phases du nettoyage (Phase 1. nettoyage grossier ; Phase 2. nettoyage des plages et rochers ; Phase 3. nettoyage fin) et techniques de nettoyage selon les milieux.

Gestion des déchets récupérés aussi bien en mer qu'à terre jusqu'à leur traitement final.

L'ensemble de la chaîne logistique à mettre en place a été examiné : depuis la collecte du polluant sur les sites, leur stockage à proximité des sites, leur évacuation vers un site de rassemblement des déchets, leur traitement final.

Éléments méthodologiques pour le développement d'un plan stratégique et d'un plan opérationnel national

Cette présentation (précédée d'un exemple de mobilisation d'organisation nationale de lutte dans le contexte de Sao-Tomé) a porté sur les éléments clés à prendre en compte afin de développer la partie stratégique et opérationnelle d'un plan.

Contenu du Plan Stratégique

Un Plan National doit élaborer une politique nationale d'intervention contre les déversements d'hydrocarbures (incluant la politique nationale d'utilisation des dispersants). Une analyse des risques de pollution par hydrocarbures et de ses conséquences possibles sont la base de l'élaboration d'une telle politique. Cette session présente la démarche logique de la définition d'une telle politique et les étapes de réalisation du plan stratégique.

Contenu du Plan Opérationnel

Chaque incident de déversement accidentel d'hydrocarbures est spécifique. Cependant, pour que l'intervention puisse être entreprise rapidement et de manière efficace, il est essentiel que le Plan d'Urgence National s'appuie sur :

- Un Point Focal National en charge de recevoir et diffuser l'alerte (assurant une veille 24 heures sur 24) doté de procédures claires d'alerte et de notification
- Une définition claire et précise des responsabilités pour l'alerte, l'évaluation initiale de l'incident, la mobilisation et l'intervention,
- Une organisation (re)connue de tous, en particulier en ce qui concerne les rôles et responsabilités de chaque organisation tant au niveau local que national,
- Une définition précise des modalités de la coopération nationale entre les secteurs publics et privés (l'industrie pétrolière).
- Une définition précise des modalités de l'appel à une assistance extérieure dans le cas d'un sinistre de grande ampleur, notamment :
 - L'appel à cette assistance et, en particulier, les moyens financiers pour permettre que cette aide puisse être débloquée rapidement ;
 - La réception des moyens (matériels, produits et personnels) dans le pays et les procédures pour gérer les problèmes de Douane, d'Immigration, d'autorisation de vol y compris pour des vols à basse altitude et pour l'épandage de dispersants ;
 - La prise en charge des matériels et personnels depuis leur arrivée jusqu'à leur lieu de stockage ou de déploiement sur les sites.

Journée 3

Définition d'un Point Focal National ou Centre Opérationnel en charge de recevoir et diffuser l'alerte

Le Point Focal doit avoir du personnel formé, être équipé de moyens adéquats de communication, être opérationnel 24/ 24hrs et disposer de procédures d'alerte testées.

➔ Le Point Focal en charge de recevoir l'alerte reste à valider à Sao-Tomé e Principe.

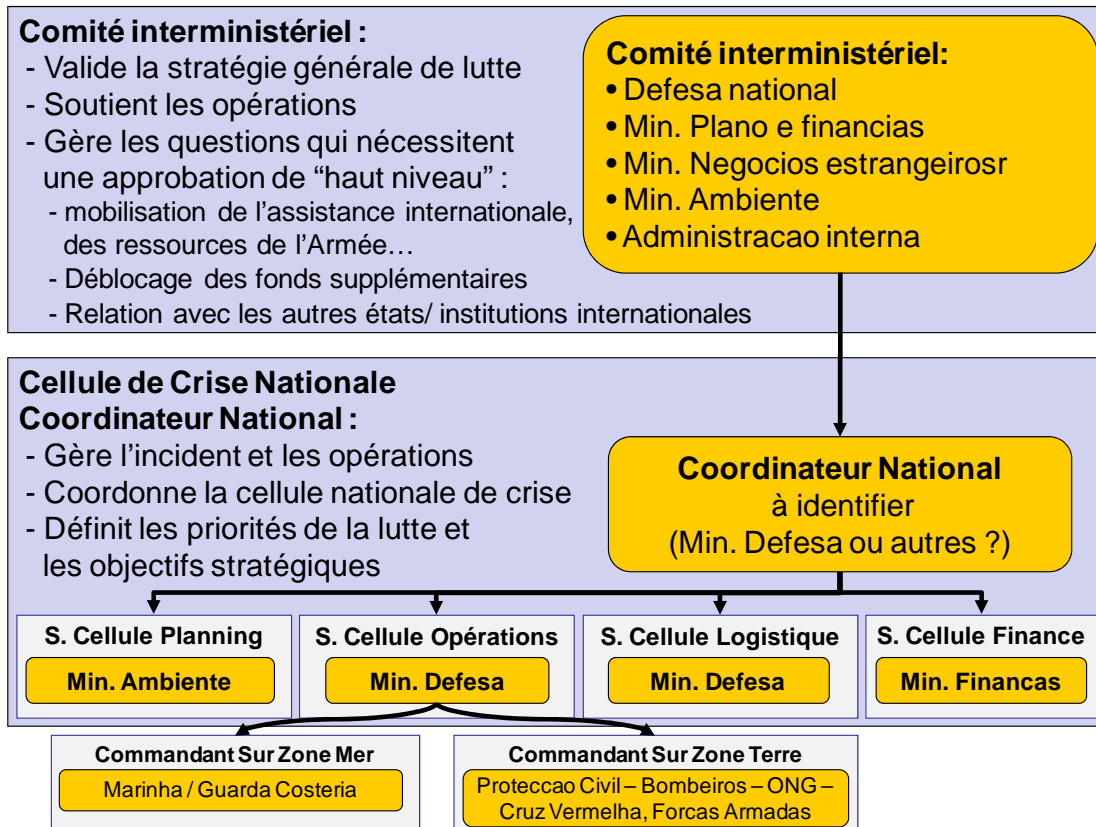
Définition d'une organisation nationale en charge de la lutte

La matinée de la troisième journée a été consacrée à :

- La présentation des rôles et responsabilités de chacun en cas d'opération,
- des discussions pour identifier les acteurs à impliquer à Sao-Tomé e Principe dans le cadre de la préparation à la lutte et de la lutte,
- la définition d'une organisation nationale en charge de la gestion des pollutions marines accidentelles,
- l'identification des Commandants Sur Zone, responsables des opérations en mer et à terre,
- la définition d'un comité interministériel, chargé de valider la stratégie de lutte et des questions réclamant une approbation de haut niveau (ex. mobilisation de l'Armée ou de l'assistance internationale).

➔ Les résultats complets de ces discussions sont présentés en **Annexe 3** (ainsi que la définition des rôles et membres identifiés pour chaque cellule) : Recommandations techniques pour la composition de l'organisation nationale en charge de la lutte , p. 22

➔ La figure ci-dessous présente une vue d'ensemble de l'organisation nationale proposée par les participants :



Exercice en salle : alerte et mobilisation au niveau national

L'après-midi du troisième jour de l'Atelier a été consacrée à un exercice en salle, dans le but de tester le processus d'alerte, de mobilisation, les schémas de communication et l'organisation discutés lors de la Journée 2.

Cet exercice a été basé sur un scénario de déversement d'hydrocarbures provenant d'un tanker en difficulté au Sud de l'île de Sao-Tomé.

Les participants se sont alors organisés en cellules (Planning, Opérations, Logistique et Finance). Malgré le caractère limité de cet exercice (en moyens et en temps), il a permis :

- d'aborder les aspects principaux de la lutte, tant en terme d'organisation et de communication que de stratégie et de prise de décision (Evaluation ? Surveillance aérienne ? Lutte à terre ? Emploi de dispersants ? etc.).
- de faire prendre conscience à l'ensemble des participants des aspects devant être couverts par le Plan et de la nécessité de définir une organisation capable de mener de multiples tâches en même temps gérée par le Coordinateur National (ou le responsable de la cellule de crise nationale).

Journée 4

Définition d'un Plan d'Action National pour le développement et la mise en œuvre du Plan National de Lutte

La matinée de la quatrième journée a été consacrée à la réalisation d'un Plan d'Action National pour le développement et la mise en œuvre du Plan National de Lutte, basé sur la matrice de préparation en 6 composantes développée dans le cadre du Projet GI WACAF.

Les participants se sont répartis en 4 groupes. Chaque groupe a rempli la matrice, avec pour objectif principal d'identifier les actions prioritaires (« Priorité Elevée »).

➔ Les résultats ont été mis en commun et discutés en séance plénière. Ils sont présentés en **Annexe 4**: "Hiérarchisation des composantes du projet GI WACAF pour le développement du Plan National et le renforcement des capacités de lutte du pays", p. 26.

Note. Seules les actions avec une « Priorité élevée » attribuée par au moins 3 ou 4 groupes ont été conservées dans cette matrice de résultats.

6 Recommandations générales de l'atelier pour le développement du Plan National de Lutte et le renforcement des capacités de lutte de Sao-Tomé e Príncipe

Suite à

« l'Atelier National pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence Pour Sao-Tomé e Príncipe, tenu à Sao-Tomé, du 22 au 25 Septembre 2009 », les participants ont formulé les recommandations suivantes.

Recommandations au gouvernement

- Ratifier les principales conventions liées à la préparation à la lutte et à la coopération (OPRC 90) et à l'indemnisation (CLC 92 et Fonds 92);
- Ratifier les accords régionaux (Protocole de la Convention d'Abidjan);
- Mettre en œuvre dans la loi nationale les dispositions des Conventions, Protocoles et Accords;
- Nommer une Autorité Nationale Compétente pour la préparation à la lutte et la lutte;
- Développer un Plan d'Urgence National;
- Mettre en place officiellement la Cellule de Crise Nationale (en charge de la gestion des incidents de pollutions);
- Préparer un plan de gestion des médias en cas de pollutions marines accidentelles;
- Inclure un financement pour le fonctionnement de la Cellule Nationale de Crise lorsque celle-ci est activée;
- Élaborer un plan de formation continue pluriannuel ;
- Rechercher des financements pour soutenir le développement et la mise en œuvre du Plan de Lutte National (à l'échelle internationale, régionale, bilatérale et via la coopération);
- Rechercher et développer des partenariats bilatéraux et multilatéraux avec des institutions et pays possédant une connaissance et une expérience reconnues en matière de préparation à la lutte et de lutte contre les pollutions marines accidentelles;
- Mettre en place une Commission Nationale de Développement du Plan de Lutte ("Comissao nacional para elaboracao do Plano Nacional de Emergencia"),
 - Coordonnée par la DGA (*Direção Geral do Ambiente*),

- Composée de :
 - *IMAP,*
 - *Guarda Costeira,*
 - *ANP,*
 - *Capitania dos Portos,*
 - *Dir. das Pescas,*
 - *Protecao Civil.*

Recommandations à l'OMI et à l'IPIECA (dans le cadre du Projet GI WACAF)

- Soutenir la formation des personnes et organisations impliquées dans la préparation à la lutte et la lutte et aider Sao-Tomé e Principe à établir des contacts avec les autres organisations impliquées au niveau régional et international;
- Promouvoir des formations techniques spécialisées pour les personnels, ainsi que pour les experts nationaux;
- Promouvoir des voyages d'études et des échanges avec les autres pays de la région;
- Promouvoir des programmes de formation sur le long terme (en détachement) auprès de sociétés ou organisations spécialisées;
- Promouvoir des programmes d'acquisition de matériel d'études et de travail pour l'organisation nationale en charge de la gestion des incidents;
- Soutenir l'acquisition d'équipements de lutte;
- Soutenir le développement de la partie "investigation" de la préparation à la lutte et de la lutte (mesure, suivi, analyse, etc.);
- Soutenir le développement technique du Plan National de Lutte;
- Fournir les textes des conventions à ratifier ainsi que la bibliographie internationale concernant ces conventions (manuels, recommandations, etc.);
- Fournir une assistance technique à la Cellule de Crise Nationale et au Coordinateur National pour la préparation à la lutte et la lutte.

7 Conclusions

Cet atelier a bénéficié d'une bonne représentation de la part des structures nationales de Sao-Tomé e Príncipe, et d'une participation active de l'ensemble des participants. Ceci a permis la tenue de discussions denses et fructueuses qui ont abouti à des résultats concrets et pratiques qui devront permettre de développer un Plan de Lutte National contre les pollutions marines accidentelles, avec le soutien continu du projet GI WACAF (Sao-Tomé e Príncipe n'a pas, à l'heure actuelle, de Plan National de Lutte en place ou en cours de développement).

Cet atelier a contribué à renforcer les capacités techniques des participants concernant la préparation et la lutte contre les pollutions marines accidentelles par les hydrocarbures et autres substances nocives et potentiellement dangereuses.

L'atelier a permis de :

- définir une proposition d'organisation nationale en charge de la lutte contre les pollutions marines accidentelles ;
- d'identifier un Comité National en charge de développer le Plan de Lutte National sous la coordination de la DGA (Direction Générale de l'Environnement) ;
- d'élaborer un plan d'action national pour le développement et la mise en œuvre de ce plan et pour le renforcement des capacités de lutte du pays.

L'atelier a aussi montré les enjeux spécifiques de la lutte contre les pollutions accidentelles à Sao-Tomé e Príncipe dont il faut tenir compte : le caractère insulaire très marqué de Sao-Tomé et de Príncipe, les ressources actuellement limitées, le réseau routier sur l'île de Sao-Tomé qui ne permet pas d'accéder à tout le littoral de l'île, le risque dû au trafic marchand et pétrolier, au développement de l'exploration pétrolière dans le Nord de la ZEE et à la prochaine construction d'un port en eau profonde dans le Nord de Sao-Tomé pouvant accueillir les grands porte-containers, ainsi que le besoin en formation et en moyens de lutte.

L'atelier a aussi clairement démontré l'intérêt et la volonté des différents intervenants à travailler de concert avec la DGA pour se doter d'un plan national de lutte et augmenter les capacités du pays à faire face à des pollutions accidentelles afin de protéger son environnement. La participation prochaine de Sao-Tomé e Príncipe à l'atelier régional du Projet GI WACAF à Yaoundé du 2 au 6 Novembre devrait permettre aux représentants nationaux de réaffirmer cette ambition auprès des représentants de l'OMI et du coordinateur du projet GI WACAF.

Synthèse de l'atelier en portugais en **Annexe 7**.

Synthèse des évaluations des participants en **Annexe 8**.

8 Annexes

Annexe 1. Programme de l'Atelier

Day 1	
09.00	Registration of participants
10h00	Opening ceremony
	Director of workshop
	Representative of IMO/IPIECA
	Minister in charge of the opening of the workshop
10.30	Coffee break
11.00	<i>Video of IPIECA: « Working together »</i>
11.30	GI WACAF Introduction to the Global Initiative IMO / IPIECA for the Western and Central Africa for oil spill preparedness and response.
12.00	Sources and causes of oil spills / The Tiered Response concept Based on international statistics, and illustrated with examples of oil spill incidents, the sources and causes of oil spills and the internationally recognized standard for oil spill response preparedness (Tiered Response) will be outlined.
12.30	Lunch break
14.00	The behaviour and fate of spilled oil An in-depth analysis of the 'weathering' process and the impact it has on strategy choice. A demonstration of software available to assist with the prediction of how oils may behave in a variety of marine environments.
14.30	The possible effects of oil on the environment and socio-economic activities The effect that oil may have on the environment and socio-economic activities will be examined, introducing the concept of Net Environmental Benefit Analysis (NEBA)
15.00	Mapping of the coastal oil spill sensitivity.
15.30	Coffee break
16.00	Legal framework for the international cooperation. The OPRC convention and its implications for signatories are discussed.
16.30	Liability and compensation conventions for accidental oil pollution by tankers <ul style="list-style-type: none"> • International Convention on Civil Liability for Oil Pollution Damage (CLC-92) • International Convention on the Establishment of an International Fund for Compensation for Oil Pollution Damage (FUND 92) and the Supplementary Fund. Practical issues related to compensation: claims preparation and admissibility.
17.30	End of day

Day 2	
09.00	Response at Sea <ul style="list-style-type: none">1 - Monitor and evaluate: Aerial surveillance2 - The use of dispersants. Elements for the development of a national dispersant use policy3 - Containment and recovery at sea
10.30	Coffee break
11.00	Shoreline protection and clean-up and waste management <ul style="list-style-type: none">4 - The deployment of containment, recovery and protection systems5 - Shoreline clean-up management and techniques6 - Waste management : transfer, storage and disposal
12.30	Lunch break
14.00	The Strategy plan <ul style="list-style-type: none">• 7 - Development of National strategy policy for oil spill response and analysis of the risk of oil pollution The Operational Plan <ul style="list-style-type: none">• 10 - Example of a mobilisation• 11 - Development of an operational plan<ul style="list-style-type: none">○ Procedures for alert and notification○ Clear roles and responsibilities of the national organisations○ Presentation of a typical national incident management organisation○ Cooperation agreements between the national authorities and the industry
15.30	Coffee break
16.00	National incident management organisation for oil spill response in Sao Tome & Principe / Discussion <ul style="list-style-type: none">○ Port and Maritime Administration○ Ministry of Environment○ Discussion on the alert and notification process and requirements
17.30	End of day

Day 3	
09.00	National incident management organisation for oil spill response in Sao Tome & Principe / Discussion <ul style="list-style-type: none">○ Finalization○ Organization of participants into syndicates
	TABLE-TOP EXERCISE
10.00	A comprehensive table-top exercise that allows participants to put into practice all that they have learnt during the course. The exercise will be held in three parts and will include all the elements expected in the preparation for and response to a major oil spill incident. Presentation of the exercise
10.30	Coffee break
10.45	Table-top exercise – Oil spill contingency planning.
12.30	Lunch break
14.00	Debriefing of exercise Action plan for the development of an oil spill contingency plan - discussion
15.30	Coffee break
16.00	Debriefing of exercise (Continued) Action plan for the development of an oil spill contingency plan - discussion
17.30	End of day

Day 4	
09.00	Identification of possibilities to enhance national oil spill response capability under each component: <ul style="list-style-type: none">• Legislation• Contingency Planning• Designated Authority• Trans-boundary agreement• Training and exercise• National resources
10.30	Coffee break
11.00	Priorisation of identified activities, definition of role and responsibilities
12.30	Lunch break
14.00	Synthesis of the work group on the required components of an Action Plan for Sao tome & Principe → Preparation of the workshop report.
15.30	Coffee break
16.00	Synthesis and report – Adoption of the report
17.00	Closing ceremony <ul style="list-style-type: none">• Lecture of the recommendations Speech of the Minister or its representative
17.30	End of day

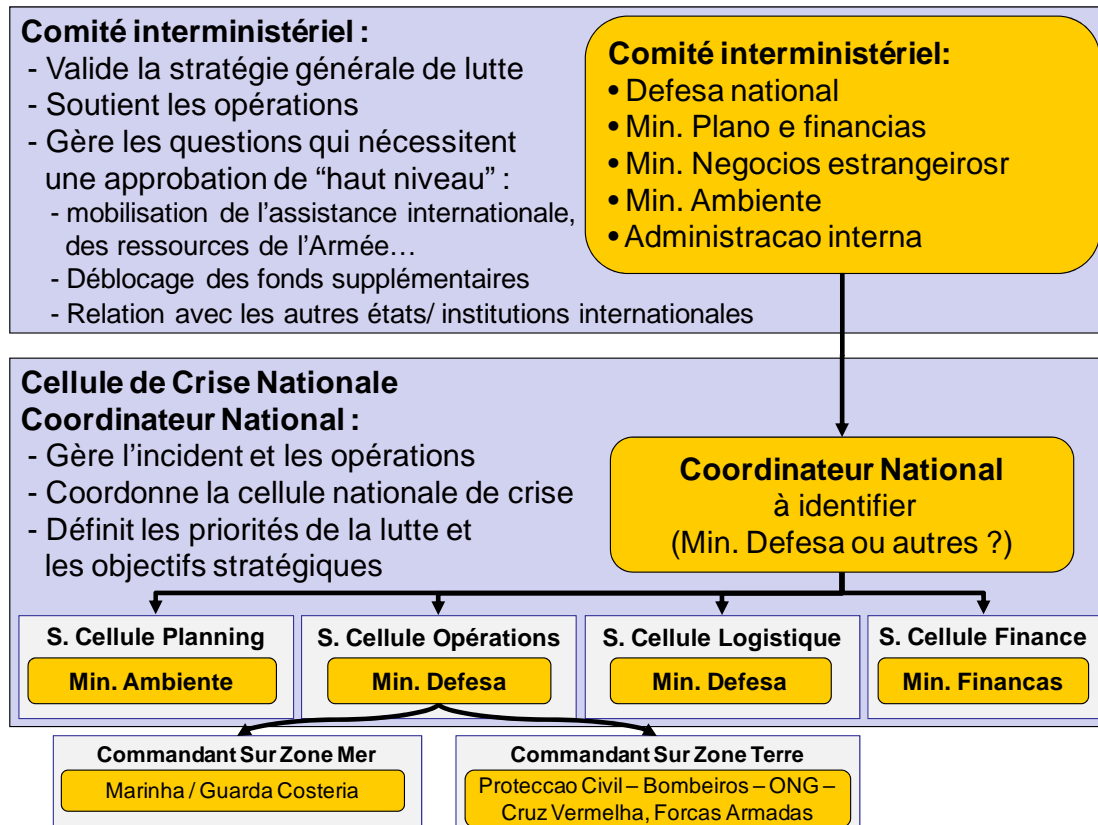
Annexe 2. Liste des Participants

Nomes	Instituição	Nº de Contacto
Manuel de Rosário	DGA	911 926
Hilário das Neves de Neto	DGA	
Constantina Castro de Oliveira	DGA	
Sulisa Quaresma	DGA	971 852
Madival da Neves	DGA	918 532
Juvencio A. Oliveira	DGA	907 998
Victor Bonfim	DGA	907 470
Gelsa Vera Cruz	DGA	935 398
Ayrton dos Santo	DGA	911 849
Kelvio Carvalho	DGA	942 784
Salvador Sousa Pontes	DGA	909 132
Aline Castro	DGA	925 534
Américo Carvalho	DGA	906 284
Diósmo de Ceita Nazaré	DGA	938 729
Loiheng	M.R.N.E.A	903 659
Luís Paquete de Alva Texeira	Agencia Nacional dos Petróleos	911 526
Guilherme Mata	Agencia Nacional dos Petróleos	916 876
Wanda Paquete da Costa	Ministerio de Educacao e Cultura	951 410
Pedro Barros	Guarda Costeira	907 908
Pascual Nunes	Guarda Costeira	908 005
Euridice Semedo	IMAP / STP	951 290
Carlos Amado Fernandes	Enapor	903 130
Rui Vera Cruz	C. dos Portos	907 556
Luís dos Santos Neto Barbosa	Bombeiro (Protection Civile/ Pompier)	913 522
Lionildo do Rosário Barbosa Neto	Bombeiro (Protection Civile/ Pompier)	917 881

Nomes	Instituição	Nº de Contacto
Agusto Ferreira Diogo	D.G. Pesca	905 074
Elmentina da Esperança	Transportes e Comunicacao (terrestre)	914 321
Maria Ferreira	Transportes e Comunicacao (terrestre)	916 330
Bernadino Viana Fernanda Vaz	I.N. Metrologia	904 156
Amtonia dos Santos Neto	CIAT	913 772
Valdemira da Silva Tavares	CIAT	925 483
Elísio Neto	MARAPA (ONG)	
Jorge Carvalho	MARAPA (ONG)	906 082
Germينو de Espírito Santo	Nucleo Local Lobata (ONG)	920 578
Manuel Tavares B. Graça	Nucleo Local Cantagalo (ONG)	950 014
Mery	Fédération des ONG	904 683
Aida d`Almeida	MADRP (Ministère de l'Agriculture, Développement Rural et Pêche)	903 396
Okimi da Concenção Camble	ONG	907 982
Tumas de Vila Nova Amdrade	TVS	912 776
Luíz Frascisca Lourenço	TVS	915 699
Euclides Diogo Amadeu	TVS	906 995
Armindo Tomba	R.N.S.T.P	951 637
Vencislau Renner	R.N.S.T.P	905 576
Francisco Lima	R.N.S.T.P	971 540
Óscar Mendeiro	Radio Diffusion Portugaise (Africa)	903 870
Natalina	?	?

Annexe 3. Recommandations techniques pour la composition de l'organisation nationale en charge de la lutte

Les figures suivantes présentent l'organisation nationale en charge de la gestion des pollutions marines accidentelles proposée par les participants de l'atelier.



Cellule de Crise Nationale Sous-Cellule Planning

- Planifie les opérations pour remplir les objectifs :
 - Analyse de la pollution (dérive, évolution du produit, zones à risque)
 - Choix des stratégies et techniques de lutte les plus adaptées
- Gère les informations sur la pollution et les opérations
- Évalue l'efficacité des opérations et l'impact environnemental.

Coordonnateur: Min do Ambiente

Prévision dérive nappe / Météo:

Instituto Nacional de Meteorologia, Guarda Costeira, IMAP

Comportement pétrole

Agencia Nacional do Petroleo, Companias Petroliferas

Zones sensibles et risques (NEBA): DGA, Dir. Turismo, Dir Pescas, Capitania dos Portos, ONGs

Choix des stratégies et Plan d'action:
IMAP, DGA

Sites de stockage et élimination des déchets:

Dir dos Cuidados Saude, DGA, Dir Servicos goeographicas e cadastrais, Associacao das Autarquias Locais e Regionais, Dir das Industrias

Analyse de la qualité du milieu et polluant

CIAT, DGA, Dir dos Cuidados Saude

Cellule de Crise Nationale Sous-Cellule Opérations

- Coordonne et soutient les opérations en mer, à terre et dans les airs
 - Gérées sur site par le Commandant Sur Zone
- Fournit des recommandations sur les techniques de lutte et nettoyage
 - en liaison avec la Section Planning

Coordonnateur: Min Defesa

Opérations en mer:

Guarda Costeira, Capitania, IMAP

Opérations à terre:

Proteccao Civil e Bombeiros, Forcas Armadas, Policia Nacional, ONGs, Cruz Vermelha

Opérations aériens (surveillance - dispersion):

Appoio Internacional, INAC, Forcas Armadas, ENASA

Sécurité: Policia Nacional

Suivi des opérations:

Min Ambiente, Min Defesa

Cellule de Crise Nationale Sous-Cellule Logistique

Responsabilités clés:

- Fournir le personnel et l'équipement pour mener les opérations
- Mettre en place le soutien logistique incluant:
 - Restauration, eau, logement, habillement, transport, sécurité, essence, pièces de rechange, et tout autre ressources nécessaires.
- Suivre la distribution des moyens (arrivée, stockage, départ etc.)

Coordonnateur: Min Defesa

Import / Export matériel et personnel:

Alfandegas, Servico de Migracao e Fronteiras, Policia Fiscal, ENAPORT, Guarda Costeira

Transports et approvisionnement de matériels et de personnel

Min Defesa

Communications: CST – AGER – Min Comm. Social e Desportos

Cellule de Crise Nationale Sous-Cellule Finance

- Assurer la gestion financière et administrative des opérations
 - Suivi/ documentation des coûts
 - Comptabilité/ bilan financier
- Gérer les remboursements et les demandes d'indemnisation
 - compilation des documents
 - Gestion des demandes des parties impliquées
- Gérer les ressources humaines (aspects administratifs, légaux, etc.)

Coordonnateur:
Min. do Plano e Financas

Procédures (signature, accès au fond) et suivi des dépenses

Min do Plano e Financas

Recueil des données et préparation des demandes d'indemnisation

Turismo, Pescas, Capitania dos Portos

OPERATIONS

Commandants Sur Zones

- Responsable de l'organisation des opérations sur site :

- Coordination des opérations
- Gestion du personnel et des moyens

- Met en œuvre la stratégie de lutte en liaison avec la cellule « Opérations »

MER: Marinha / Guarda Costeira

TERRE: Protecção Civil – Bombeiros –
ONG – Cruz Vermelha, Forças Armadas

Annexe 4. Hiérarchisation des composantes du projet GI WACAF pour le développement du Plan National et le renforcement des capacités de lutte du pays

ACTIONS		PRIORITE		
		Faible	Moyenne	Elevée
1. Législation				
Ratification	Ratification de la Convention OPRC 90			XXXX
	Ratification de la Convention CLC 92			XXXX
	Ratification de la Convention du Fonds 92			XXXX
Approbation	Approbation du Plan National d'Intervention d'Urgence			XXXX
	Approbation de la politique d'utilisation des dispersants		X	XXX
	Approbation de la politique ou de procédures pour la gestion des déchets		X	XXX
2. Plan National d'Intervention d'Urgence				
Mettre en œuvre un système de préparation à la lutte et de lutte standardisé				
Système de gestion	Mise en place d'un coordinateur / groupe de travail national pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence			XXXX
	Développement d'un Plan National d'Intervention d'Urgence		X	XXX
	Système de gestion de crise		X	XXX
	Système d'alerte et de notification		X	XXX
	Système de communication dédié à la gestion de crise		X	XXX
	Information du Public / Chargé des Affaires Publiques / Conseiller médiatique		X	XXX
Politique	Liste des dispersants approuvés, Zones d'épandage pré-approuvées, Conditions d'utilisation		X	XXX
Évaluation du risque et cartographie de	Carte de vulnérabilité des côtes aux pollutions par hydrocarbures et identification des sites les plus sensibles		X	XXX

la vulnérabilité				
3. Désignation d'une autorité:				
Garantir que toutes les autorités nationales requises (au regard des lois nationales, conventions internationales et du Plan National d'urgence) sont officiellement désignées.				
Désignation	Autorité nationale compétente officiellement désignée et responsable de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures			XXXX
	Point(s) de contact opérationnel national responsable(s) de la réception et de la transmission des rapports de la pollution par hydrocarbures			XXXX
	Organismes nationaux en charge de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions par hydrocarbures		X	XXX
	Autorité qui est autorisée à agir au nom de l'état pour requérir ou fournir de l'assistance		X	XXX
4. Accords transfrontaliers et assistance mutuelle:				
Garantir le développement de la coopération et de l'assistance à l'échelle bi-latérale et régionale.				
Accords	Accords bilatéraux			XXXX
	Accords régionaux	X		XXX
	Accords sous-régionaux		X	XXX
Accès à l'assistance extérieure	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance (sous-) régionale en place et testés ?			XXXX
	Mécanismes de mobilisation et d'accès à l'assistance internationale en place et testés ?		X	XXX
	Mécanismes de gestion de l'assistance en place ?		X	XXX
	- Procédures Douanières et d'Immigration ?			
	- Procédures pour la prise en charge de l'assistance et le déploiement ?			
5. Formation et exercice développés par le pays:				
Développer le niveau d'expertise et les compétences nationales				
Formation	Politique nationale de formation en place ?			XXXX

	Plan de formation pluriannuel des personnels à tous les niveaux ? Répondant aux besoins du pays et basé sur les standards internationaux ?			
	Niveau d'introduction			XXXX
	OPRC Niveau 1			XXXX
	OPRC Niveau 2			XXXX
	OPRC Niveau 3			XXXX
	Formation de formateurs			XXXX
	Autres séminaires et ateliers développés par le pays			XXXX
Exercice	Plan d'organisation d'exercices en place ?		X	XXX
	Implication des acteurs locaux ? et du secteur privé ?			
	Exercice de gestion de crises (en salle)		X	XXX
	Exercice de notification		X	XXX
	Exercice de mobilisation		X	XXX
6. Ressources Nationales:				
Garantir que des équipements suffisants/ adaptés sont disponibles dans le pays pour :				
- gérer des pollutions accidentelles jusqu'à un certain niveau (minimum : Tier 1)				
- assurer une alerte rapide et des communications opérationnelles				
Matériel de lutte	Acquisition du matériel de communication		X	XXX
Centre	Centre de ressources - de formation - de documentation pour la préparation à la lutte et la gestion de la lutte contre les pollutions par hydrocarbures		X	XXX

Annexe 5. Cérémonie d'ouverture

Allocution de M. Arlindo CARVALHO, Directeur Général de l'Environnement et Point Focal GI WACAF

SENHORA MINISTRA DOS RECURSOS NATURAIS ENERGIA E AMBIENTE

SENHOR REPRESENTANTE DA ORGANIZAÇÃO MARÍTIMA INTERNACIONAL

Senhor Representante da Associação para a Conservação Ambiental da Industria Internacional de Petróleo

CAROS PARTICIPANTES

O SEMINÁRIO QUE HOJE VAMOS REALIZAR E QUE TERÁ A DURAÇÃO DE QUATRO DIAS, REVESTE-SE DE UMA IMPORTÂNCIA TRANSCENDENTAL PARA O NOSSO PAÍS.

S.TOMÉ E PRÍNCIPE POSSUI UMA DIMENSÃO TERRESTRE DE 1001 KM², MAS POSSUI UMA SUPERFÍCIE MARINHA CENTENAS DE VEZES MAIOR QUE AO DE TERRA FIRME.

ESTA PORÇÃO MARINHA DO TERRITÓRIO NACIONAL, CONSTITUI UMA DAS PRINCIPAIS FONTES DE RIQUEZA PARA O DESENVOLVIMENTO SÓCIO ECONÓMICO DO NOSSO PAÍS. A MAIOR PARTE DA PROTEÍNA CONSUMIDA PELA NOSSA POPULAÇÃO PROVEM DO MAR, UMA PARTE IMPORTANTE DA NOSSA POPULAÇÃO VIVE DOS RECURSOS PROVENIENTES DO MAR.

NO ENTANTO, TORNA-SE NECESSÁRIO DIZER, QUE NÓS NÃO TEMOS CONTROLO DAQUILO QUE PASSA NESTA VASTA PORÇÃO DO TERRITÓRIO. O PIOR, É QUE NÃO TEMOS UM PLANO QUE NOS PERMITA REAGIR DE EMERGENCIA EM CASO DE ALGUM ACIDENTE QUE POSSA ORIGINAR O DERRAME DE PETRÓLEOS NAS NOSSAS ÁGUAS. AS NOSSAS INSTITUIÇÕES, NÃO ESTÃO DOTADAS DE CONHECIMENTOS TÉCNICOS QUE PERMITAM UMA REACÇÃO POSITIVA PARA LIDARMOS COM PROBLEMAS DE ACIDENTE DESTE GÉNERO.

TEMOS QUE ESTAR CONSCIENTES, DE QUE A PROBLEMÁTICA DE POLUIÇÃO TANTO MARÍTIMA COMO ATMOSFÉRICA, NÃO POSSUI FRONTEIRAS. S.TOMÉ E PRÍNCIPE PODE SOFRER CONSEQUÊNCIAS DAQUILO QUE VENHA A ACONTECER NOS PAÍSES VIZINHOS E VICIVERSA. POR ISSO TEMOS TODA A NECESSIDADE DE ESTARMOS DOTADOS DE CONHECIMENTOS QUE NOS PERMITAM TOMAR MEDIDAS TANTO PREVENTIVAS COMO DE SOLUÇÃO PARA OS PROBLEMAS SUSCEPTÍVEIS DE ACONTECER, DE MODO A NÃO FICARMOS INDIFERENTE EM CASOS DE EMERGÊNCIA.

A MAIORIA DOS NOSSOS PAÍSES VIZINHOS SÃO PRODUTORES DE PETRÓLEO. ESPEREMOS QUE O NOSSO PAÍS TAMBÉM VENHA A FAZER PARTE DESTE GRUPO DE PAÍSES. MAS ESPERAMOS TAMBÉM QUE AS

ACTIVIDADES PETROLÍFERAS VENHAM A DESENVOLVER-SE DE FORMA SUSTENTÁVEL, DE MODO A NÃO PORMOS EM RISCO O GRANDE POTENCIAL DOS RECURSOS NATURAIS VIVOS QUE EXISTEM NAS NOSSAS ÁGUAS, E QUE OS POTENCIAIS NATURAIS QUE CONSTITUEM HOJE A GRANDE ATRAÇÃO TURÍSTICA TAIS COMO AS NOSSAS COSTAS, AS NOSSAS PRAIAS, A NOSSA VEGETAÇÃO COSTEIRA E TODO O NOSSO ECOSSISTEMA MARINHO E COSTEIRO POSSA CONTINUAR A EXISTIR, EXENTO DE POLUIÇÃO, PARA O NOSSO BEM E PARA O BEM DAS GERAÇÕES FUTURAS.

COM ESTE SEMINÁRIO, ESTAMOS A MATERIALIZAR AQUILO QUE SE COSTUMA DIZER, QUE, MAIS VALE PREVENIR QUE REMEDIAR.

POR ISSO, PEÇO AOS REPRESENTATES DE TODAS AS INSTITUIÇÕES AQUI PRESENTES, QUE ABSORVAM O MAIOR CONHECIMENTO POSSIVEL NESTA MATÉRIA, PARA QUE O NOSSO PAÍS POSSA ESTAR PREPARADO E DOTADO DE UM PLANO NACIONAL DE CONTINGÊNCIA QUE POSSA PERMITIR A UMA INTERVENÇÃO ORGANIZADA, COORDENADA, E TÉCNICAMENTE ACEITÁVEL, EM CASO DE ACIDENTE DESTE TIPO.

OBRIGADO PELA VOSSA ATENÇÃO.

Allocution de M. Jean-Yves HUET, représentant de l'OMI

MADAMA LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT
MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS GENERAUX, DIRECTEURS
CENTRAUX, CHEFS DE SERVICE OU LEURS REPRESENTANTS,
CHERS PARTICIPANTS A L'ATELIER,
MESDAMES ET MESSIEURS,

C'EST POUR MOI UN PRIVILEGE ET UN HONNEUR TOUT PARTICULIER DE
PRENDRE LA PAROLE AU NOM DE L'ORGANISATION MARITIME
INTERNATIONALE A L'OUVERTURE DE CET ATELIER NATIONAL SUR LA
PLANIFICATION D'URGENCE CONTRE LES DEVERSEMENTS ACCIDENTELS
D'HYDROCARBURES.

JE VOUDRAIS SAISIR CETTE OPPORTUNITE POUR VOUS ADRESSER, LES
VŒUX LES PLUS ARDENTS DE SUCCES DANS VOS TRAVAUX.

MADAME LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, MESDAMES ET MESSIEURS,
COMME VOUS LE SAVEZ, L'UN DES BUTS MAJEURS DE L'OMI EST
D'INSTITUER UN SYSTEME EFFICACE DE COOPERATION TECHNIQUE,
JURIDIQUE ET SCIENTIFIQUE ENTRE LES GOUVERNEMENTS, DANS LES
DOMAINES DE LA SECURITE MARITIME ET DE LA PROTECTION DU MILIEU
MARIN CONTRE LA POLLUTION CAUSEE PAR LES NAVIRES, DE
L'ATTENUATION DES EFFETS DE CETTE POLLUTION SUR
L'ENVIRONNEMENT, ET DES INDEMNISATIONS.

A CET EFFET, UN ENSEMBLE TRES COMPLET D'ACCORDS, DE RECUEILS DE
REGLES, DE PRATIQUES RECOMMANDEES ET DE DIRECTIVES
OBLIGATOIRES SUR LE PLAN INTERNATIONAL A ETE ADOPTE SOUS LES
AUSPICES DE L'OMI.

A TITRE D'EXEMPLES:

- **LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES NAVIRES ET LE PROTOCOLE Y RELATIF PLUS CONNUS SOUS LE NOM DE MARPOL 73/78.** ELLE CONSTITUE LA PIERRE ANGULAIRE DE LA STRUCTURE REGULATRICE DE L'OMI POUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN;
- **LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1990 SUR LA PREPARATION, LA LUTTE ET LA COOPERATION EN MATIERE DE POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES (CONVENTION OPRC)** QUI A POUR OBJET DE SERVIR DE CADRE MONDIAL A LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LES EVENEMENTS OU LES MENACES GRAVES DE POLLUTION DES MERS;

- **LA CONVENTION DE 1992 SUR LA RESPONSABILITE CIVILE**, QUI ATTRIBUE LA RESPONSABILITE ABSOLUE DES DOMMAGES DE POLLUTION AU SEUL PROPRIETAIRE DU NAVIRE. ELLE VISE A GARANTIR UNE INDEMNISATION EQUITABLE DES PERSONNES QUI SUBISSENT DES DOMMAGES DU FAIT DE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES A LA SUITE D'ACCIDENTS SURVENUS EN MER A DES NAVIRES TRANSPORTANT DES HYDROCARBURES;
- **LA CONVENTION DE 1992 PORTANT CREATION D'UN FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES (FIPOL) ET LES FONDS SUPPLEMENTAIRES** QUI COMPLETENT LE SYSTEME D'INDEMNISATION INTERNATIONAL ET DONT PEUVENT BENEFICIER LES PERSONNES QUI SUBISSENT DES DOMMAGES DE POLLUTION.

IL EST RECONNU QU'AUCUN PAYS COTIER N'EST A L'ABRI D'ACCIDENTS POUVANT ENTRAÎNER UNE MAREE NOIRE. LA CIRCULATION DES NAVIRES, EN PARTICULIER DES PETROLIERS, QUI FREQUENTENT LES PORTS OU TRAVERSENT LES EAUX COTIERES, S'ACCOMPAGNE D'UN RISQUE DE POLLUTION DES MERS PAR LES HYDROCARBURES DU FAIT D'ABORDAGES, D'ECHOUEMENTS, D'ACCIDENTS DE TRANSBORDEMENT DES HYDROCARBURES, DE CARGAISON ET DE SOUTE ET D'AUTRES ACCIDENTS MARITIMES. LA POLLUTION PEUT MENACER LES SITES D'AGREMENT, LES OISEAUX DE MER, LA FAUNE ET LA FLORE MARINE, LES INSTALLATIONS COTIERES ET LA PECHE.

MAIS IL SIED DE NOTER ICI L'IMPORTANCE DES SYSTEMES DE COOPERATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE UNE POLLUTION ACCIDENTELLE AINSI QUE LA PERTINENCE DE LA CONVENTION OPRC 1990 ET DE LA PLANIFICATION D'URGENCE.

UN EXEMPLE FRAPPANT DE LA MANIERE DONT CETTE CONVENTION EST Censee FONCTIONNER EST L'ACCIDENT DE L'ERIKA AU LARGE DES COTES FRANÇAISES. EN EFFET, IL A ETE ETABLI QUE SI CET EVENEMENT S'ETAIT PRODUIT DANS UNE REGION DU MONDE DEPOURVUE D'ACCORDS BIEN DEVELOPPES DE COOPERATION REGIONALE ET DE PLANS D'URGENCE EN MATIERE DE PREPARATION ET DE LUTTE, L'INTERVENTION AURAIT ETE PLUS ARDUE ET LES RESULTATS ATTEINTS BEAUCOUP MOINS PROBANTS. CELA MET EN RELIEF, SI BESOIN EN ETAIT, LA NECESSITE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS CE DOMAINE MAIS AUSSI D'UNE PLANIFICATION NATIONALE FONCTIONNELLE ET EFFICACE.

IL CONVIENT DE SALUER ICI LES EFFORTS CONSIDERABLES DEPLOYES PAR LA REPUBLIQUE DE SAO TOME ET PRINCIPE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE EFFICACE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT MARIN, PREALABLE AU DEVELOPPEMENT HARMONIEUX DE L'ECONOMIE.

JE ME REJOUIS AUSSI DU PARTENARIAT TRES PRODUCTIF DE L'OMI AVEC L'INDUSTRIE PETROLIERE REGROUPEE AU SEIN DE L'APIECA DONT LES RESULTATS DANS LA REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE SONT DEJA TRES REMARQUABLES.

MONSIEUR LE REPRESENTANT DU MINISTRE, MESDAMES ET MESSIEURS,

JE VOUDRAIS TERMINER EN VOUS EXPRIMANT L'ENTIERE DISPONIBILITE DE L'ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE POUR RENFORCER SES RELATIONS DE COOPERATION AVEC LA REPUBLIQUE DE SAO TOME ET PRINCIPE.

L'OMI ET L'IPECA CONTRIBUE A CET IMPORTANT ATELIER PAR LA MISE A DISPOSITION DE DEUX EXPERTS INTERNATIONAUX QUI VONT AIDER A L'ANIMER. ELLE POURSUIVRA SES EFFORTS AVEC L'APPUI ASSURE DE L'INDUSTRIE PETROLIERE

Allocution de Mme. Cristina DIAS, Ministre des Ressources Naturelles, de l'Energie et de l'Environnement

Senhor Director da Direcção Geral do Ambiente,

Senhor Representante da Associação para a Conservação Ambiental da Industria Internacional de Petróleo

Senhores Consultores Internacional

Caros participantes

São Tomé e Príncipe como país insular constituído por ilhas e vários ilhéus, na zona de Golfo da Guiné está banhada por águas que são navegáveis em qualquer um dos seus pontos, constituindo assim um país vulnerável a situações de acidentes de navegação.

Assim, o elevado fluxo de tráfego de navios que atravessam frequentemente a zona económica exclusiva das Ilhas de São Tomé e Príncipe, e não só, o grande numero de barcos de pescas que realizam as suas actividades nas nossas águas, a possibilidade de exploração de petróleo, a construção de portos de águas profundas etc. determinam riscos acrescidos de derrames de petróleo que poderão trazer consequências negativas para o ecossistema local e o meio marinho em geral, bem como sobre todo o litoral.

O Plano Mar Limpo (PML) aprovado pelo Governo da República Democrática de S. Tomé e Príncipe tem entre outros objectivos, estabelecer um dispositivo de resposta a situações de derrames de hidrocarbonetos e outras substâncias perigosas, ou a situações de ameaça iminente sobre os nossos ecossistemas costeiros e marinhos.

A experiência acumulada, especialmente nos últimos anos, nos outros países é elucidativa e justifica a definição de um conjunto de normas de actuação em qualquer tipo de emergência de que possa resultar derrame de hidrocarbonetos ou substâncias poluentes perigosas, estabelecendo claramente as responsabilidades de cada entidade a envolver, na Ilha de S. Tomé e na Região Autónoma de Príncipe, na prevenção e no combate às consequências negativas dos acidentes que se verificarem.

A Iniciativa Mundial para a África de Oeste e Central (GI-WACAF) é um parceiro entre a Organização Marítima Internacional e a Associação Internacional e Industrial Petrolífero para a Salvaguarda do Ambiente, para reforçar as capacidades de preparação e de luta face aos derramamentos dos hidrocarbonetos e para promover a ratificação e a implementação das diversas convenções internacionais ligadas à matéria.

São Tomé e Príncipe é um dos 21 países da África Central e de Oeste, na semelhança dos outros, a realizar este atelier de formação **Nacional para o Desenvolvimento de um Plano de Contingência de Derrame de Petróleo.**

Entretanto pelas funções que me são incumbidas, em nome do Governo da república democrática de São Tomé e Príncipe, reconhecendo a importância que este assunto tem para o país e para a conservação do ecossistema marinho, tudo farei para que as convenções internacionais pertinentes, como OPRC90, **(Convenção internacional de 1990 sobre a Preparação de luta e a Cooperação em matéria de Poluição por hidrocarbonetos)**, CLC92 **(Centro de Luta Conjunta)** e **Fundos 92**, sejam ratificadas o mais breve quanto possível.

Espero que no final da formação que hoje se inicia, saiam conhecimentos concretos para o reforço das nossas capacidades, no sentido de darmos respostas a qualquer situação de emergência contra o derrame de hidrocarboneto nas águas marinhas de São Tomé e Príncipe.

Declaro, aberta a formação em matéria **DESENVOLVIMENTO DE UM PLANO DE CONTINGÊNCIA DE DERRAME DE PETRÓLEO PARA SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE.**

Muito obrigada pela vossa atenção

Annexe 6. Cérémonie de clôture

Allocution de M. Arlindo CARVALHO, Directeur Général de l'Environnement et Point Focal GI WACAF

SENHOR REPRESENTANTE DA ORGANIZAÇÃO MARÍTIMA INTERNACIONAL

Senhor Representante da Associação para a Conservação Ambiental da Industria Internacional de Petróleo

CAROS COLEGAS

ANTES DE MAIS GOSTARIA DE TRANSMITIR OS MEUS SINCEROS AGRADECIMENTOS À ORGANIZAÇÃO MARÍTIMA INTERNACIONAL E A ASSOCIAÇÃO PARA A CONSERVAÇÃO AMBIENTAL DA INDUSTRIA PETROLÍFERA, PELO APOIO QUE NOS FOI DADO PARA A REALIZAÇÃO DESTE IMPORTANTE ATELIER, POIS SEM ESTE APOIO, NÃO SERIA POSSÍVEL A SUA REALIZAÇÃO.

ENDEREÇAR TAMBÉM OS SINCEROS AGRADECIMENTOS AO SENHOR PHILIPPE SUSANNE DA ORGANIZAÇÃO MARÍTIMA INTERNACIONAL PELO SEU EMPENHO E SUA PERSISTENCIA NA NECESSIDADE DE REALIZAÇÃO DESTA FORMAÇÃO, POIS SEM O SEU APOIO MORAL E MATERIAL, TAMBÉM NÃO SERIA POSSÍVEL A REALIZAÇÃO DESTA ACTIVIDADE.

OS SINCEROS AGRADECIMENTOS TAMBÉM, A ESTES DOIS CONSULTANTES INTERNACIONAIS, OS SENHORES

QUE DURANTE ESTA SEMANA TRANSMITIRAM-NOS OS SEUS PRECIOSOS CONHECIMENTOS NA ÁREA DA ESTRATÉGIA PARA O COMBATE DE DERRAMES DE PETRÓLEO NOS MARES E NAS COSTAS.

PODEMOS DIZER, QUE ESTA FORMAÇÃO É APENAS UM PONTAPÉ DE SAÍDA, PARA O LONGO CAMINHO QUE AS NOSSAS INSTITUIÇÕES EM CONJUNTO VÃO TER QUE PERCORRER, PARA DOTAR O NOSSO PAÍS DE UM VERDADEIRO PLANO DE CONTINGÊNCIA CONTRA O DERRAME DE PETRÓLEOS, QUE IRÁ PERMITIR QUE TANTO O PROCESSO DE EXPLORAÇÃO DE PETRÓLEO QUE VENHA A DESENVOLVER NO FUTURO, NAS NOSSAS ÁGUAS, COMO QUALQUER OUTRA ACTIVIDADE QUE POSSA CAUSAR ACIDENTES COM DERRAMES DE HIDROCARBONETOS, POSSA CONHECER UMA PRIMEIRA REACÇÃO RÁPIDA, ORGANIZADA, ESTRUTURADA, ANTES MESMO QUE POSSA CHEGAR AJUDAS INTERNACIONAIS QUE SERÃO SOLICITADAS.

PENSO QUE COM OS CONHECIMENTOS QUE ADQUIRIMOS NESTA MATÉRIA DURANTE ESTES QUATRO DIAS, TODOS NÓS FICAMOS COM UMA MELHOR NOÇÃO DOS PRINCIPAIS PASSOS QUE DEVEMOS DAR EM CASO DE ACIDENTE DESTA NATUREZA.

NO ENTANTO, QUERO PEDIR AQUI A TODOS, PARA QUE POSSAMOS EM CONJUNTO FAZER TODAS AS DEMARCHES NECESSÁRIAS, PARA QUE S.TOMÉ E PRÍNCIPE POSSA RACTIFICAR AS CONVENÇÕES AQUI PROPOSTAS, POIS SOUBEMOS ATRAVÉS DESTE SEMINÁRIO, DAS GRANDES VANTAGENS QUE O NOSSO PAÍS PODERÁ OBTER, SE RATIFICARMOS ESTAS CONVENÇÕES.

PROponho também, que em conjunto começemos a elaborar um primeiro draft do nosso plano de contingência, com os conhecimentos aqui adquiridos, pois só se houver esforços da nossa parte, teremo acesso ao apoio da organização Marítima Internacional, para ajudar-nos na revisão e finalização do mesmo.

Fica a nossa promessa aqui diante dos representantes da organização Marítima Internacional e da Associação para a Conservação Ambiental das Indústrias Petrolíferas, que tudo iremos fazer para materializar os conhecimentos aqui adquiridos, de modo a salvaguardar tanto o ambiente marinho como costeiro, assim como todas as áreas sensíveis do nosso país contra o derrame de petróleo.

EM NOME DOS FORMANDOS QUERO DESEJAR UM BOM REGRESSO À CASA DOS SENHORES

E MAIS UMA VEZ TRANSMITI-LOS OS NOSSOS SINCEROS AGRADECIMENTOS.

Annexe 7. Synthèse des travaux de l'atelier (en portugais)

Ministério dos Recursos Naturais e Ambiente

Direcção Geral do Ambiente

(Unidade-Disciplina-Trabalho)

Atelier Nacional para o Desenvolvimento de um Plano Nacional de Contingência a Derrames de Petróleo para São Tomé e Príncipe

RELATORIO SINTESES

Introdução:

No quadro da Iniciativa Global para África Ocidental e Central "GI WACAF", a Direcção Geral do Ambiente em cooperação com a Associação Internacional da Industria Petrolífera para a Conservação Ambiental (International Petroleum Industry Environmental Conservation Association) "IPIEAC", realizou-se de 22 à 25 de Setembro de 2009, no Anfiteatro do Instituto Superior Politécnico "ISP", em S. Tomé, o **Atelier Nacional para o Desenvolvimento de um Plano Nacional de Contingência a Derrame de Petróleo** para São Tomé e Príncipe.

O atelier, teve por objectivo o reforço das capacidades dos quadros técnicos nacionais, afim de melhorar os seus conhecimentos na matéria dos derramamentos acidentais do Hidrocarboneto no mar, destinado à protecção dos recursos marinhos e costeiros expostos a riscos desses derramamentos.

Estiveram presentes quadros nacionais inseridos nos diferentes sectores da vida nacional em área de acção ambiental, agência nacional de petróleo, instituição científica, juristas, Guardas costeiras, representação dos Bombeiros, Instituto Marinho, Capitania dos Portos, Câmara Distrital de Agua Grande, Comunicação Social, ONG's, privados, assim como os consultores **Jean-Yves Huet** e **Lindsay Page-Joues** representantes da OMI e IPIEAC.

Desenvolvimento:

Durante o atelier, foram apresentados e discutidos vários temas como:

- Introdução à iniciativa mundial da OMI e a IPIEAC para a Africa Ocidental e Central, referente a preparação das situações de derrames de petróleo e respectivas respostas.

- A composição dos países que fazem parte, os resultados já alcançados, os objectivos, os planos, o funcionamento mundial dessas organizações, e as suas actividades;
- A segurança da navegação marítima, normas e comunicações GMDSS, INMARSAT;
- A Protecção do Ambiente Marinho e as poluições, operacionais, acidentais e despejos de lixo no mar;
- A Cooperação e Assistência Técnica aos Estados membros para implementação de diversos instrumentos da OMI;
- As poluições/operações e a prevenção MARPOL 73/78;
- Poluições acidentais e a cooperação OPRC – 90 e as indemnizações.
- O comportamento e a evolução natural do petróleo derramado;
- Os possíveis efeitos do petróleo no ambiente e nas actividades socio-economicas;
- O conceito de resposta por tipo de derrame;
- Quadro legal para a cooperação internacional:
- E as Convenções sobre responsabilidade e indemnização.
- Resumo das questões práticas relacionadas com a indemnização, muito concretamente sobre a elaboração e admissibilidade de pedidos de indemnização;
- Respostas do derrame no mar, referenciadas na monitorização e avaliação sobre vigilância aérea, utilização de dispersantes e a contenção e recuperação de derrames petrolíferos no mar, a monitorização e avaliação de vigilância aérea,
- Protecção e limpeza da zona costeira e gestão de resíduos, através da distribuição de sistemas de contenção, recuperação e protecção dos resíduos, técnicas e gestão de limpeza da costa e gestão de resíduos respeitante aos transportes, armazenamentos e eliminação;
- O Plano Estratégico, relativamente à :
 - A política estratégica nacional de resposta a derrames de petróleo;
 - Análise do risco de poluição;
 - Mapas de sensibilidade costeira face ao derrame de petróleo.
 - O plano operacional sobre os procedimentos de alerta e notificação, Funções e responsabilidades distintas das organizações nacionais e acordos de cooperação entre as autoridades nacionais e a indústria.

Durante as apresentações dos temas, os participantes tiveram a possibilidade de levantar questões, perguntas, dúvidas, no plenário, e que serviram de acréscimo e chamada de atenção respeitante às medidas necessárias a serem tomadas aquando da elaboração do plano.

Nos dois últimos dias, dedicou-se aos exercícios práticos em grupos, apresentação em plenário, sobre a matéria de estratégias de elaboração do plano

nacional , identificação dos sectores nacionais responsáveis, as acções a serem executadas afim de elaborar o plano nacional de emergência;

Conclusões:

No plenário, tirou-se as seguintes conclusões:

- Inexistência de um plano nacional de emergência a derrames de hidrocarbonetos.
- Ausência de uma autoridade nacional competente para a elaboração do Plano nacional.
- Falta de uma comunicação harmonizada.
- Convenções da OMI e IPIEAC não ratificadas por São Tomé e Príncipe.
- Acordos não ratificados;

Recomendações:

Em função das conclusões retiradas do atelier, varias recomendações foram feitas pelos participantes nas seguintes vertentes: a nível do governo e a nível da OMI /IPIECA

Recomendações ao Governo

- Ratificação e implementação das convenções – OPRC, CLC, FUND,
- Ratificação dos Acordos
- Implementação da lei interna
- Nomeação duma Autoridade Nacional Competente.
- Elaboração do Plano de Urgência e as instituições designadas.
- Elaboração dum plano de formação pluri-anual contínua.
- Buscar parcerias internacional, sub-regional e bilateral / cooperação.
- Implementação da célula nacional de crise.
- Preparação de meios para fazer face à Derrames.
- Incluir no OGE despesas de funcionamento da autoridade nacional.
- Buscar parcerias bilaterais e multilaterais com instituições e países com experiência e conhecimento (ex. Noruega, Brasil, B. Mundial, PNUD)

Recommandations à l'OMI et à l'IPIECA (Projet GI WACAF)

- Apoio na formação das pessoas envolvidas no processo e no estabelecimento de contactos com outras instituições.
- Promover formacoes tecnicas especificas e de especialidades
- Promover visitas de estudo e intercâmbio com países da Região.

- Promover programas de estágios (attachment) junto as companhias e/ou plataformas.
- Apoio para aquisição de materiais necessários para estudos e para trabalho.
- Apoio para aquisição de equipamento de combate à derrames.
- Apoio para desenvolver a parte de investigação.
- Apoio técnico na criação do plano de Emergência.
- Bibliografia relativa as convenções.
- Assistência técnica a célula nacional e ao coordenador nacional.

Para que o plano nacional seja executado, varias acções terão que serem realizadas, tais como:

- Criação de autoridade nacional competente para desenvolvimento do plano (nomeação), tendo como sectores chaves, a DGA, IMAP, Guarda Costeira/ Capitania dos Portos, Policia Nacional, Serviço Nacional dos Bombeiros, etc...
- Iniciativa para elaboração do plano nacional de emergência.
- Criação do sistema de gestão de crise / coordenação.
- Ratificar as convenções.
- Harmonizar as leis internas com as convenções.
- Assinatura de acordos transfronteiriços.
- Formação e exercicio a desenvolver localmente.
- Desenvolver o nivel de capacidade de intervenção dos quadros nacionais.
- Mobilização de recursos nacionais.
- Gestão de apoio logistico.
- Material de luta.
- Criação de um centro permanente de comunicações.
- Aquisição de bibliografias para informação e formação.

No final , os participantes receberam um certificados de participação no referido atelier e as materias lecionadas através de uma chave ou Pen drive, seguido de uma foto de familia.

A cerimonia de encerramento foi presidida pelo Senhor Eng° Arlindo Carvalho, Director da Direcção Geral do Ambiente e os representantes da OMI e IPIEAC.

Feito em S.Tomé, aos 25 de Setembro de 2009.

Annexe 8. Résultats des questionnaires de l'OMI, partie II

Note N/ A = pas de réponse

Tableau de synthèse des réponses aux questions 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15 (P. II)

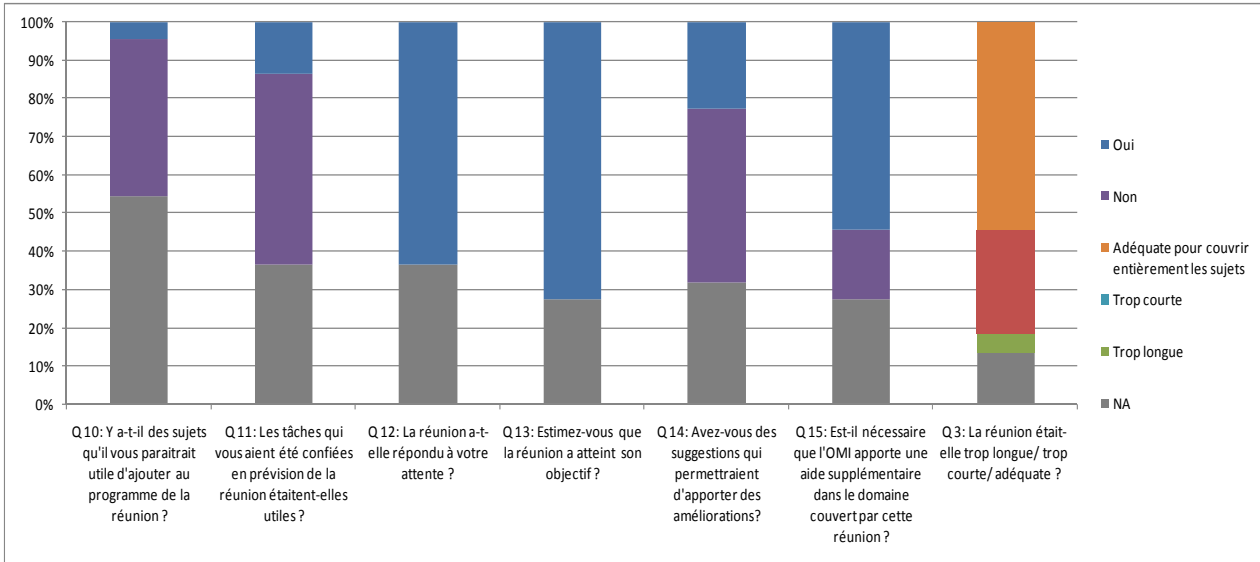


Tableau de synthèse des réponses à la question 4 (partie II)

« Que pensez-vous des aspects ci-après de la réunion ? »

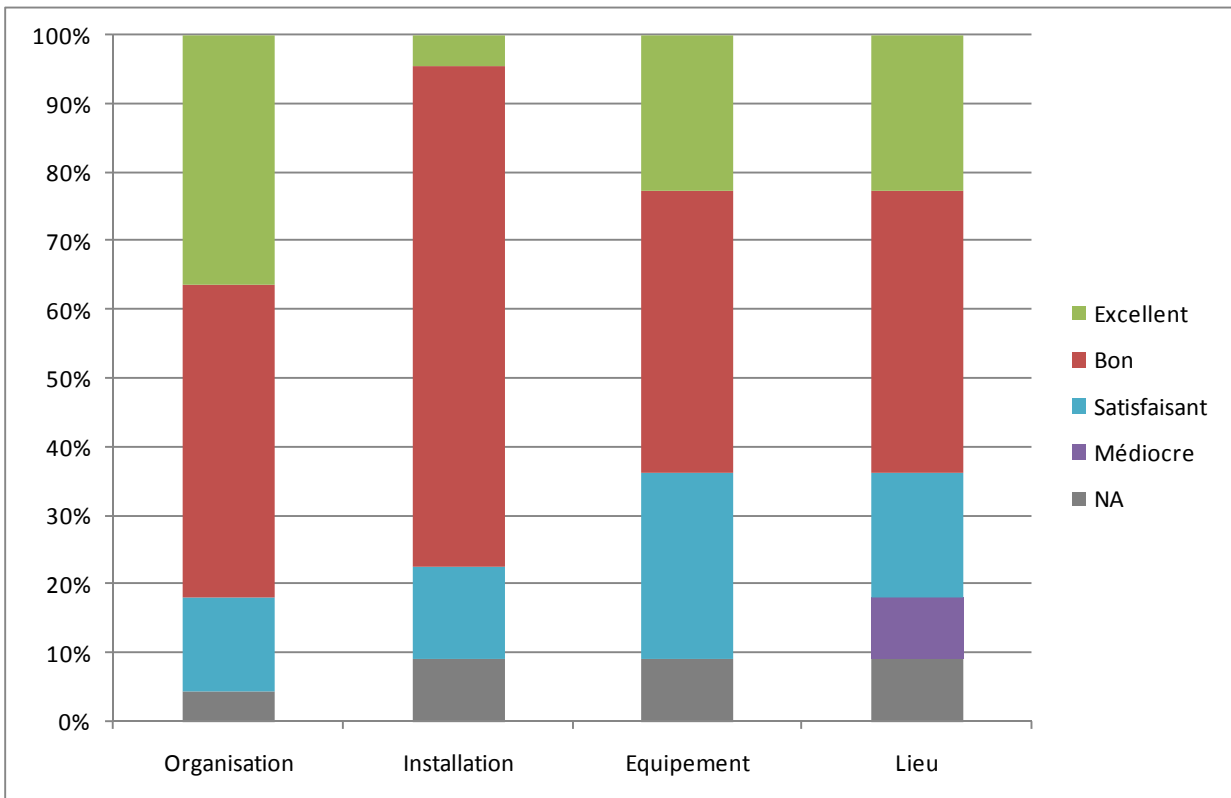


Tableau de synthèse des réponses à la question 5 (partie II)

« Que pensez-vous des aspects ci-après de la documentation fournie ? »

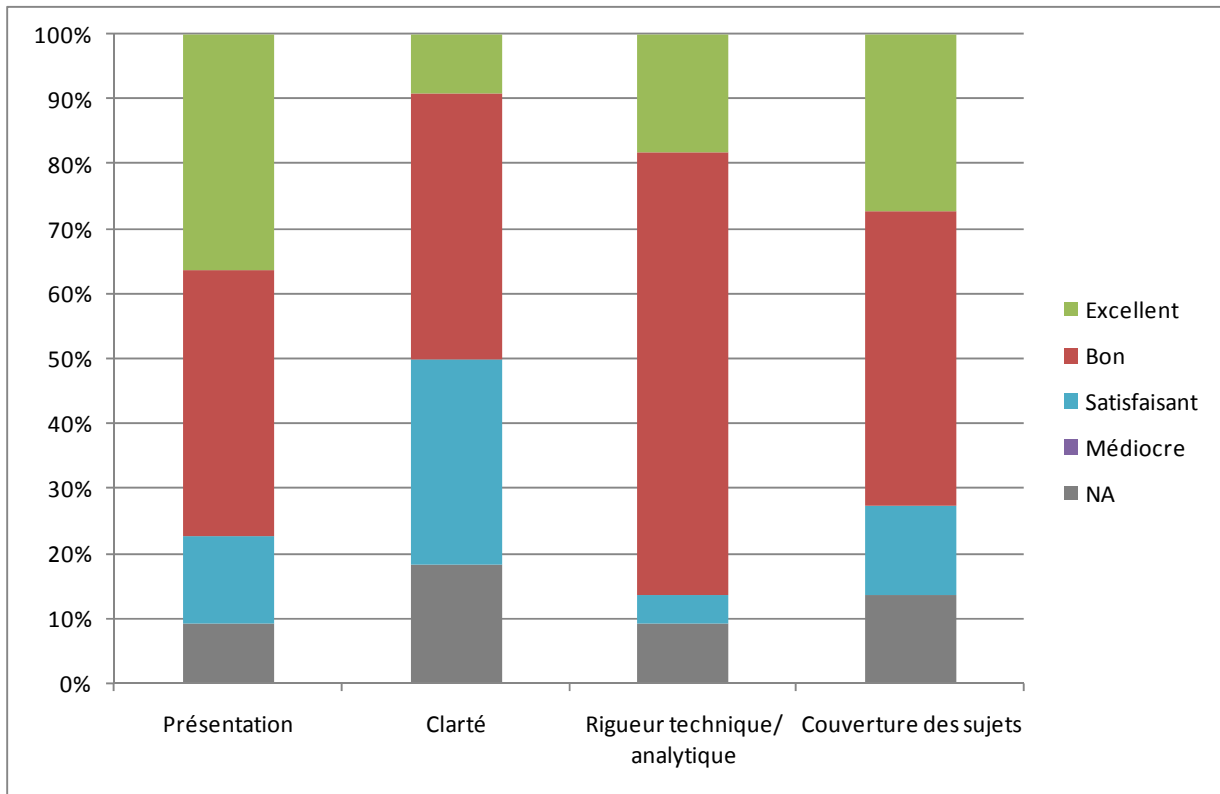


Tableau de synthèse des réponses à la question 6 (partie II)

« Etes-vous satisfait de la disponibilité des éléments ci-après pendant la réunion ? »

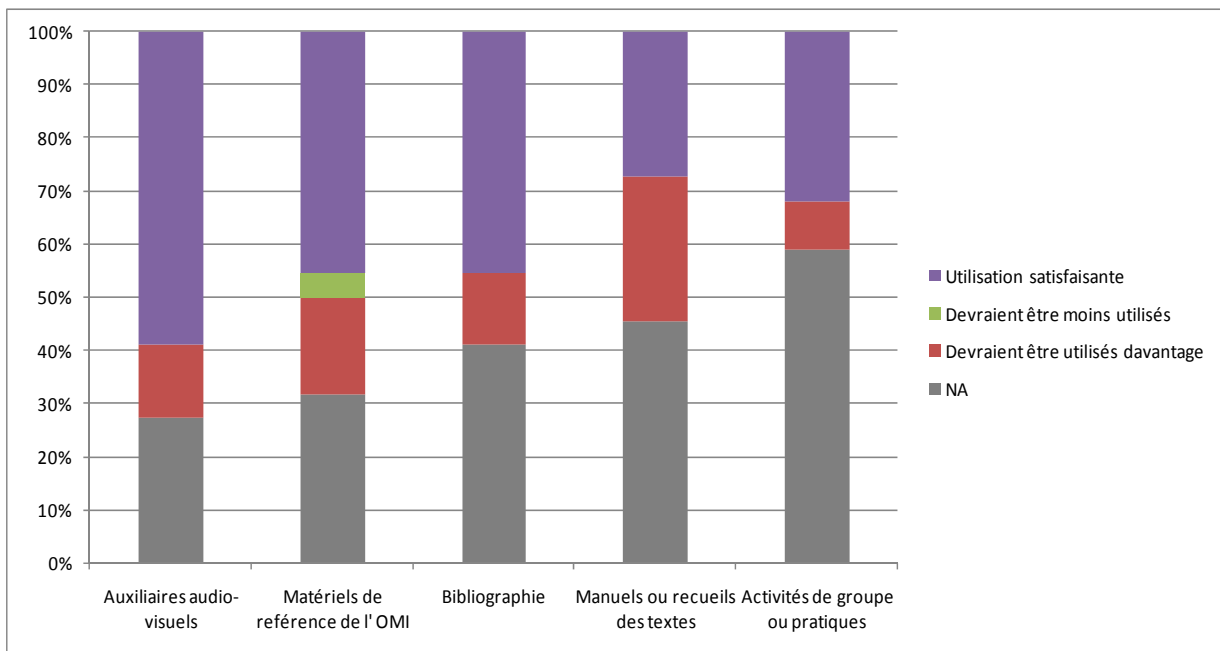


Tableau de synthèse des réponses à la question 7 (partie II) – J.-Y. Huet

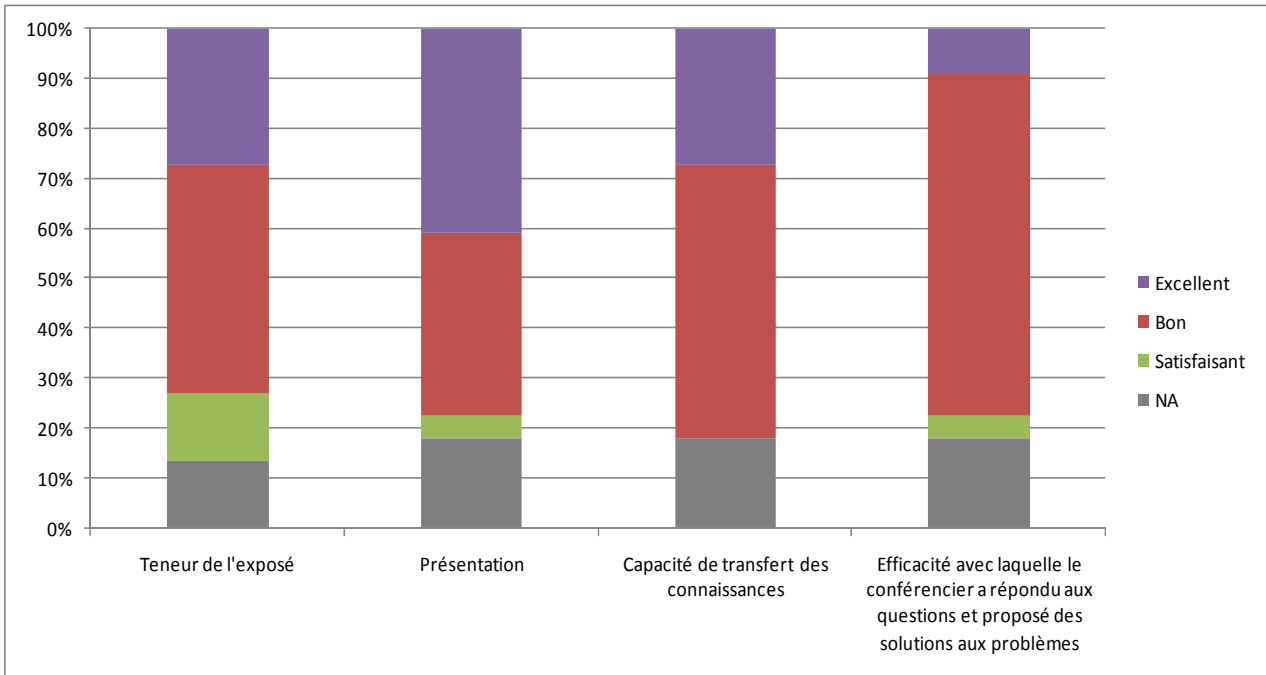
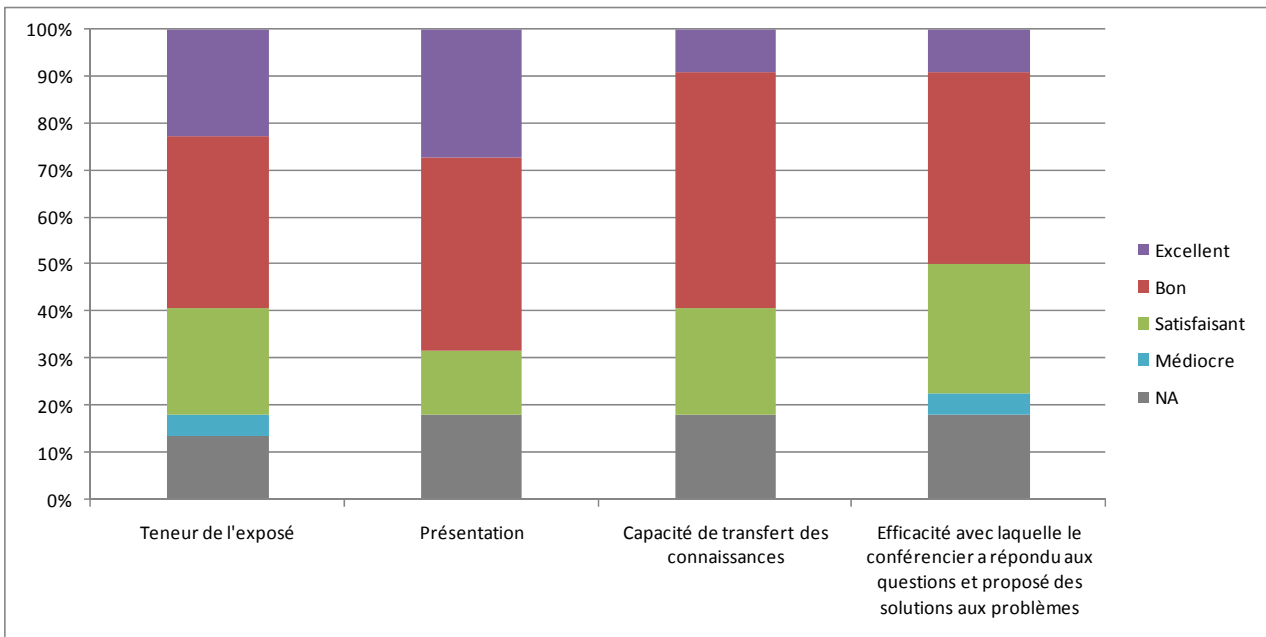


Tableau de synthèse des réponses à la question 7 (partie II) – L. Page-Jones



Annexe 9. Photos de l'atelier



Cérémonie d'ouverture



Les participants à l'atelier



Cérémonie de clôture



Remise des diplômes et clés USB

Annexe 10. Crédits et références

Ce rapport a été rédigé dans le cadre d'une mission de l'OMI et de l'IPIECA, dans le cadre du projet GI WACAF, à Sao-Tomé e Principe, menée du 22 au 25 Septembre 2009.

Référence du rapport :

J.-Y. Huet, L. Page-Jones, P. de Susanne 2009. Rapport de mission de l'atelier pour « Le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence » à Sao-Tomé e Principe, du 22 au 25 Septembre 2009 (Projet GI WACAF).

Rédigé par :

J.-Y. Huet, consultant OTRA, pour l'OMI
38, rue Jim Sévellec, 29200, Brest, France, www.antipol.com

L. Page-Jones, consultant OTRA, pour l'IPIECA
38, rue Jim Sévellec, 29200, Brest, France, www.antipol.com

Revu par :

- Pour l'OMI: Malamine THIAM
- Pour l'IPIECA : Philippe de Susanne, coordinateur du projet GI WACAF.